



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

VINGT-SEPTIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

Erevan (Arménie), 13 et 14 mai 2010

Point 12 de l'ordre du jour

**MESURES PRISES POUR FAIRE FACE AUX PROBLÈMES DE
L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LA
RÉGION EUROPE ET ASIE CENTRALE: PARTAGE DES
EXPÉRIENCES ACQUISES ET RENFORCEMENT DE LA
COOPÉRATION DANS LA RÉGION**

Table des matières

	Paragraphes
I. INTRODUCTION	1 - 2
II. IMPACTS ÉCONOMIQUES DIVERS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE ET MESURES PRISES POUR Y FAIRE FACE	3 - 9
III. IMPACTS DIVERS DES CRISES SUR L'AGRICULTURE ET L'ÉCONOMIE RURALE	10 - 16
IV. INVESTISSEMENTS DANS L'AGRICULTURE	17 - 21
V. IMPACT DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR L'AGRICULTURE DANS LA RÉGION: PREMIÈRES ÉVALUATIONS ET CHANGEMENTS DE POLITIQUES	22 - 26

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

VI. EFFETS DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET CRISES MACROÉCONOMIQUES	27 - 32
A. DIMINUTION DE LA QUANTITÉ ET/OU DE LA QUALITÉ DES ACHATS ALIMENTAIRES	27 - 28
B. RÉDUCTION DU NOMBRE D'EMPLOIS OU DES SALAIRES ET REVENUS	29
C. PERTURBATIONS DES MARCHÉS OU MESURES POLITIQUES QUI AFFECTENT LES DISPONIBILITÉS	30
D. RÉDUCTION DE LA PRODUCTION VIVRIÈRE	31
E. RÉDUCTION DE LA QUANTITÉ D'AIDE ALIMENTAIRE	32
VII. PRIORITÉS EN MATIÈRE DE POLITIQUES: POUR EXAMEN	33 - 58
A. UTILISATION JUDICIEUSE DE RESSOURCES BUDGÉTAIRES LIMITÉES	35 - 37
B. PRIORITÉS EN MATIÈRE DE POLITIQUES À COURT, LONG ET MOYEN TERME	38
C. AIDE ALIMENTAIRE ET ALERTE	39
D. PROGRAMMES DE PRODUCTION ALIMENTAIRE ASSORTIS DE MESURES AXÉES SUR LES INTRANTS, LE CRÉDIT, LA VULGARISATION ET L'ÉDUCATION	40
E. POURSUITE DES RÉFORMES	41 - 44
F. ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE: CYCLE DE NÉGOCIATIONS DE DOHA	45
G. PRIORITÉS À LONG TERME	46 - 55
<i>Stimuler la croissance économique</i>	46
<i>Renforcer les investissements (publics et privés) et la recherche et développement (R&D) dans le secteur agricole</i>	47 - 49
<i>Améliorer le fonctionnement des marchés afin de faciliter la transmission des prix et l'intégration aux marchés</i>	50 - 52
<i>Outils de gestion des risques à destination des agriculteurs</i>	53
<i>Améliorer le développement rural et les investissements dans les infrastructures rurales</i>	54
<i>Investir dans la protection sociale et les filets de sécurité</i>	55
H. CONCLUSIONS	56 - 58
VIII. RÉFÉRENCES	

I. INTRODUCTION

1. Les crises alimentaire et financière ont engendré des problèmes et des troubles sociaux dans de nombreux pays, notamment en Europe centrale et orientale ainsi qu'en Asie centrale. Parallèlement, le nombre de personnes souffrant de la faim ou sous-alimentées dans le monde a augmenté de 150 millions, ce qui a réduit à néant les progrès vers l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) qui concerne la lutte contre la faim. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que la crise économique a contribué bien plus largement à l'augmentation du nombre de personnes sous-alimentées que la crise alimentaire elle-même. La crise économique, qui a atteint son paroxysme en 2009, a fait gravement diminuer la croissance économique et le pouvoir d'achat des consommateurs. Par ailleurs, elle a eu un impact sur les marchés alimentaires et agricoles en raison de l'affaiblissement de la demande, de la réduction des crédits disponibles et de l'aggravation de l'insécurité alimentaire. Tous ces chocs sont ressentis plus fortement par les populations à faible revenu, en particulier dans les pays à déficit vivrier.

2. Les cours internationaux des produits alimentaires, qui ont connu un pic mi-2008, ont baissé de manière substantielle début 2009 avant d'augmenter à nouveau au cours de l'année (Figure 1). Dans les années à venir, il est peu probable que ces cours retrouvent leurs niveaux de 2002-2004.

Figure 1. Indice des prix des aliments comparé aux chiffres moyens pour la période 2002-2004



Source: indice des prix des aliments de la FAO, mars 2010.

II. IMPACTS ÉCONOMIQUES DIVERS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE ET MESURES PRISES POUR Y FAIRE FACE

3. La région Europe centrale et orientale et Asie centrale se caractérise par une grande diversité. Tous les pays qui la composent ont connu une transition en matière d'institutions et de gouvernance au cours des 20 dernières années. Cependant, les conditions initiales, les politiques de transition ainsi que le rythme et l'orientation des réformes et des restructurations ont été extrêmement variables, tout comme les conséquences sur le bien-être social et économique des populations. Afin de mettre en évidence les différences et d'anticiper certaines de leurs implications sur les mesures visant à faire face à la crise, ce groupe de pays vaste et hétérogène a été divisé en trois sous-groupes: les nouveaux États membres de l'Union européenne, les autres États européens et les États de Transcaucasie et d'Asie centrale. Comme les données le montrent

clairement, chacun de ces sous-groupes est également marqué par une diversité importante et toute généralisation est donc susceptible d'être incorrecte.

4. Les nouveaux États membres de l'Union européenne sont les pays qui présentent le plus de similitudes: ils ont adopté les politiques et réglementations communes de l'Union européenne et entrepris une harmonisation des réformes et des institutions afin d'appliquer les réglementations de cette entité et d'être compétitifs en son sein. Parmi les autres États européens figurent les pays qui souhaitent adhérer à l'Union européenne, à divers stades du processus, les pays potentiellement candidats, à divers stades des négociations de pré-adhésion, et d'autres pays à divers stades de leur réforme.

5. Le développement économique, tel que mesuré au moyen du produit intérieur brut (PIB) par habitant en 2008, varie grandement au sein de chacun de ces sous-groupes et leurs niveaux de PIB se chevauchent. Depuis 1989, de nombreuses économies ont surmonté les baisses initiales dues au processus de transition et ont enregistré des augmentations substantielles (indice bien supérieur à 100). Certaines ont pratiquement retrouvé leur niveau de 1989 (indice proche de 100) mais d'autres sont toujours en deçà de leur niveau de 1989 (indice inférieur à 100). Les taux de croissance du PIB réel ont été la plupart du temps élevés (4 pour cent ou plus) au cours des 10 dernières années et, dans la majorité des pays, cette croissance était encore plus forte (5 pour cent ou plus) au cours des cinq dernières années. L'indicateur de transition donne une mesure brute des progrès réalisés dans ce domaine car il correspond à la somme des scores fournis par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) pour huit indicateurs relatifs aux réformes de transition et cinq indicateurs ayant trait aux réformes des infrastructures. Les membres de l'Union européenne et pays candidats à l'adhésion présentent tous des indicateurs de transition supérieurs ou égaux à 40 et les autres États oscillent entre 39 et 17, ce qui indique d'importantes disparités dans l'avancée des réformes de transition.

6. L'hétérogénéité du développement du secteur agricole a été mise en évidence dans de nombreuses études, qui ont été bien résumées (FAO, 2009a). Même dans les pays d'Europe centrale et orientale qui ont adhéré à l'Union européenne entre 2004 et 2007, l'agriculture a connu une grande diversité d'évolution au sein du nouvel environnement politique (FAO, 2009b). L'adhésion à l'Union européenne a eu des impacts positifs sur le secteur agricole dans tous les pays: consolidation de la production, hausse des prix, accroissement des exportations et des importations et, surtout, augmentation des revenus des exploitations. Cependant, les résultats varient de manière significative en fonction des conditions initiales, des politiques et du contexte macroéconomique.

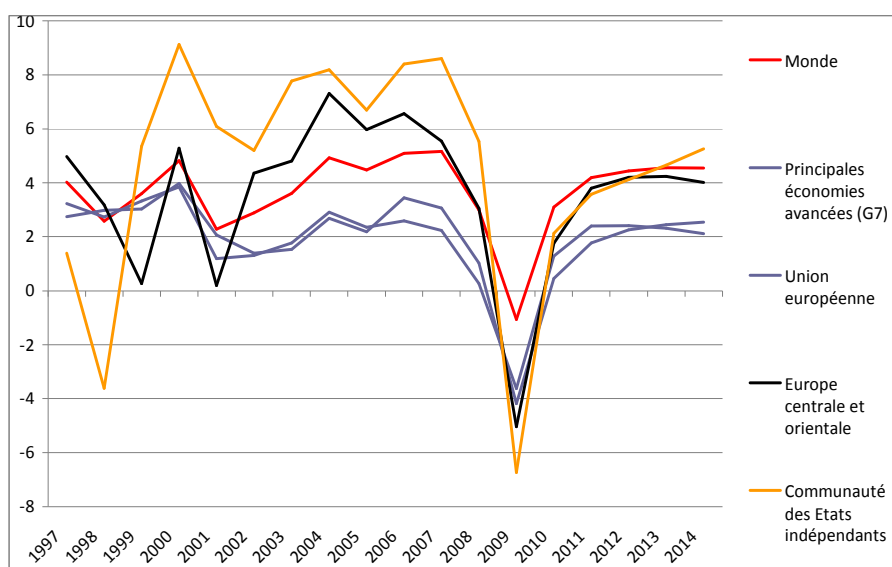
7. La diversité apparaît tout aussi clairement lorsque l'on analyse les impacts de la crise économique qui a affecté la région et entraîné une baisse importante des flux de capitaux, des exportations et des transferts de fonds (Banque mondiale, 2009b). Le PIB réel était très solide au milieu de la dernière décennie (Figure 2) mais, en 2009, il a connu le recul le plus marqué à l'échelle mondiale. La majorité des pays susceptibles d'éviter une croissance négative en 2009 se trouvaient en Asie centrale, tandis que les États dont l'économie devait s'affaiblir de 6 pour cent ou plus, parmi lesquels la Fédération de Russie et la Turquie, se situaient dans l'ensemble des régions, excepté l'Asie centrale (Figure 3). Trois des cinq pays qui devaient connaître une baisse de plus de 10 pour cent en 2009 sont des nouveaux États membres de l'Union européenne. Hormis pour trois pays d'Asie centrale, le Fonds monétaire international (FMI) estime que la reprise sera très lente et faible dans la région: cinq pays subiront une seconde année de baisse du PIB en 2010 et très peu dépasseront 5 pour cent de croissance d'ici à 2011.

8. Les plans de relance étudiés par le Programme des Nations Unies pour le développement (Zhang *et al.*, 2009) reflètent la diversité des réponses et la proportion dans laquelle ils ciblèrent la protection sociale (Figure 4). Ainsi, la Géorgie et le Kazakhstan y ont consacré entre 14 et 20 pour cent de leur PIB mais tous les pays, à l'exception de la France, y ont alloué plus de 2 pour cent. Les programmes de relance menés en France et en Allemagne peuvent être importants pour la

santé des économies voisines. Dans la plupart des pays, 20 pour cent au moins du plan de relance concernait la protection sociale¹. Par conséquent, les populations vulnérables n'ont pas été oubliées, contrairement à ce qui s'était produit lors de la crise des années 1990 (Hoelscher *et al.*, 2009).

9. L'Union européenne a renforcé son aide aux plans de relance – par le biais du Plan européen pour la relance économique (PERE) – en accélérant les programmes et paiements des fonds structurels, en augmentant la flexibilité des programmes de cohésion et des aides étatiques, et en utilisant l'ingénierie financière pour faciliter les prêts bancaires. La Banque mondiale et le FMI ont également fourni différents types d'aides financières sous forme de prêts destinés aux programmes de relance, aux filets de sécurité et aux réformes du secteur financier en Arménie, au Bélarus, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, en Hongrie, en Lettonie, en Roumanie, en Serbie, en Turquie et en Ukraine. L'une des questions critiques qui se poseront dans les mois et années à venir concerne le calendrier et l'ordre de mise en œuvre de ces mesures de relance fiscales et monétaires, car il est nécessaire d'éviter un second fléchissement ainsi que la formation d'une nouvelle bulle inflationniste.

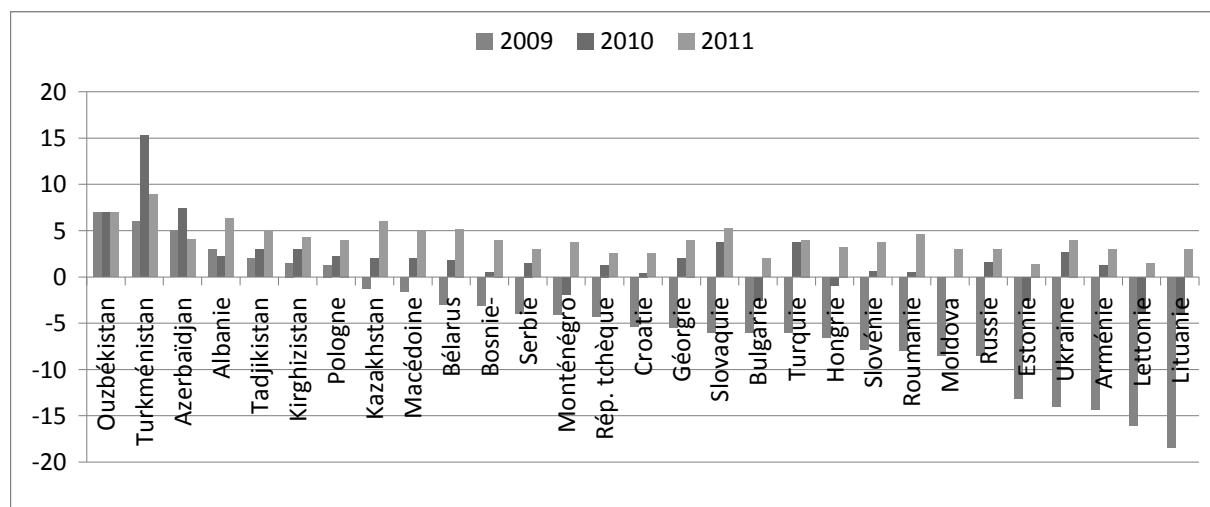
Figure 2. Croissance annuelle du PIB (en pourcentage)



Source: projections économiques mondiales du FMI, octobre 2009.

¹ Zhang, *et al.* (2009) définissent les mesures de protection sociale comme des “interventions politiques visant à réduire la pauvreté et la vulnérabilité (y compris la pauvreté et la vulnérabilité transitoires dues à des chocs économiques ou d'une autre nature) et à améliorer le bien-être humain”.

Figure 3. Taux de croissance du PIB réel dans plusieurs pays d'Europe et d'Asie centrale (en pourcentage par an)



Sources: BRED pour 2009, projections du FMI pour 2010 et 2011 (octobre 2009).

Tableau 1. Comparaison de mesures relatives à l'économie, aux institutions et à la sécurité alimentaire

Pays	2008	2008 réel	1998-2008	2003-2008	2004-2006	2009
	USD/hab.	PIB	%PIB	%PIB	%	score
Nouveaux États membres de l'Union européenne	PIB	1989=100	Par an	Par an	FAO*	IT**
Slovénie	27 149	156	4,3	5,2	<5	43
République tchèque	20 760	142	4,1	5,6	<5	NC
Slovaquie	17 646	164	5,3	7,7	<5	47
Estonie	17 532	147	7,3	6,8	<5	50
Hongrie	15 523	136	3,9	3,0	<5	51
Lettonie	14 954	118	7,8	8,3	<5	46
Lituanie	14 085	120	7,0	7,3	<5	46
Pologne	13 846	178	4,0	5,4	<5	48
Roumanie	9 310	128	5,5	6,6	<5	45
Bulgarie	6 560	114	5,4	6,3	<5	45
Autres pays européens						
Croatie	15 634	111	4,1	4,4	<5	45
Fédération de Russie	11 807	108	6,8	7,1	<5	39
Turquie	10 479	221	4,7	6,2	<5	40
Serbie	6 782	72	4,5	6,2	<5	35
Monténégro	6 658	92	5,1***	7,3	<5	35
Bélarus	6 235	161	7,7	9,8	<5	24
ex-République yougoslave de Macédoine	4 657	102	2,7	4,6	<5	40
Bosnie-Herzégovine	4 625	84	5,3	5,9	<5	36
Albanie	4 090	163	6,1	6,0	<5	38
Ukraine	3 910	70	6,9	6,3	<5	37
République de Moldova	1 693	55	5,6	5,7	<5	37
Caucase du Sud/Asie centrale						
Kazakhstan	8 719	141	9,5	8,8	<5	38
Azerbaïdjan	5 349	177	14,2	2,7	11	32
Arménie	3 685	153	11,3	12,1	23	39
Turkménistan	3 606	226	15,1	12,2	6	17
Géorgie	2 924	61	7,1	8,5	12	39
Ouzbékistan	1 027	163	6,0	8,0	13	27
Kirghizistan	951	102	4,4	4,7	<5	34
Tadjikistan	795	61	8,6	7,7	26	28

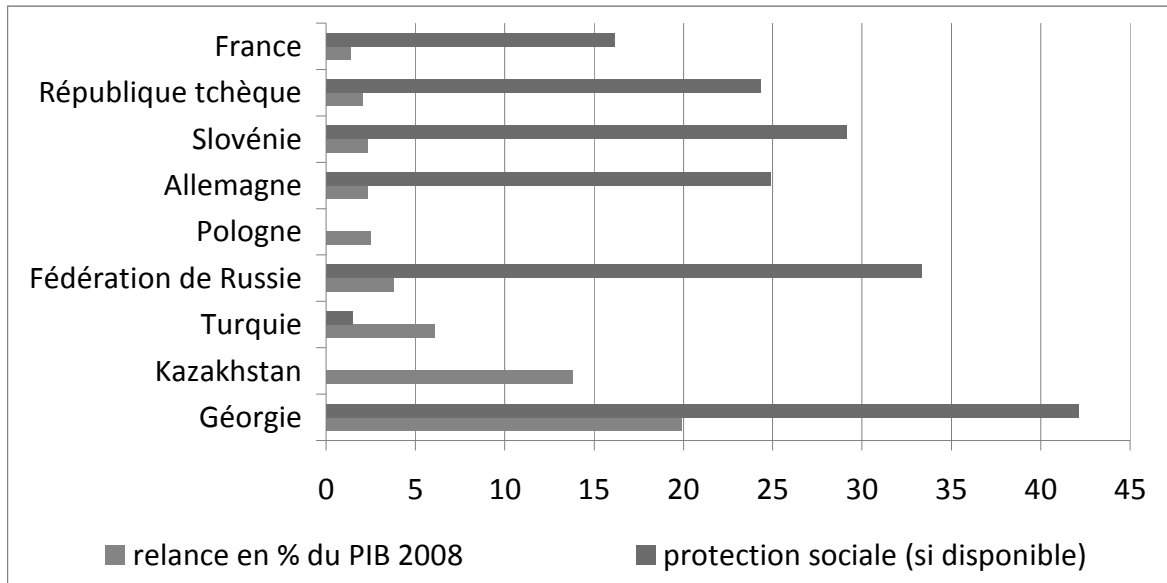
* % personnes sous-alimentées

** somme des scores de transition

*** 2000-2008 uniquement

Sources: FAO, *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde, 2009*; indice de PIB et indicateur de transition, BRED, 2009; PIB par habitant et taux de croissance, FMI.

Figure 4. Part des mesures de relance dans le PIB et importance de la protection sociale dans les plans de relance



Source: Zhang et al., 2009

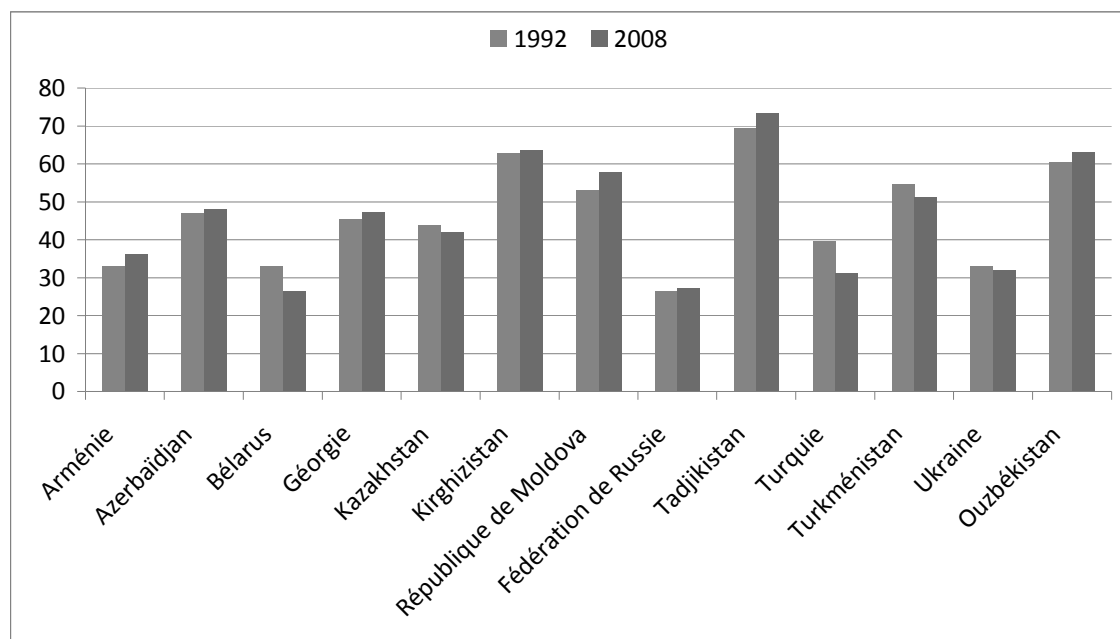
III. IMPACTS DIVERS DES CRISES SUR L'AGRICULTURE ET L'ÉCONOMIE RURALE

10. Il faut être conscient de la diversité des impacts économiques et des mesures prises pour y faire face en termes d'effets transfrontaliers. Il est essentiel que les participants à cette Conférence régionale aient connaissance des fortes interactions existant entre la macroéconomie, l'agriculture et les économies rurales. En effet, le développement agricole et rural peut être un important moteur de la croissance.

11. L'ajustement et l'harmonisation de la législation, ainsi que la sécurité et les normes alimentaires qui en ont résulté en sont une bonne illustration. Ils ont nécessité d'énormes investissements dans le cadre du processus de pré-adhésion et d'adhésion des nouveaux États membres de l'Union européenne et ont transformé, en l'espace d'une décennie environ, les normes de qualité et de sécurité du secteur, au niveau de l'exploitation comme de l'industrie de transformation.

12. Dans un certain nombre de pays, la part de la population vivant en zone rurale demeure assez importante (Figure 5). Elle diminue dans l'ensemble des États des Balkans occidentaux mais reste stable en Transcaucasie et en Asie centrale. Dans les périodes critiques caractérisées par des difficultés économiques, on peut même observer un retour à la vie rurale – moins coûteuse – qui relève d'une stratégie destinée à faire face à ces problèmes. Les politiques devront donc prendre en compte l'impact exacerbé des crises économique et financière sur les petites exploitations pratiquant une agriculture de subsistance et la présence d'une population rurale relativement pauvre. Par ailleurs, dans les pays où les exploitations agricoles vastes et les cultures extensives dominent – et fournissent peu de débouchés en termes d'emploi –, la structure démographique des zones rurales et les faibles niveaux d'éducation des travailleurs limitent la possibilité de trouver d'autres types d'emplois.

Figure 5. Part de la population rurale dans la population totale (moyenne de 1992 comparée à celle de 2008)



Source: indicateurs de développement mondiaux, Banque mondiale.

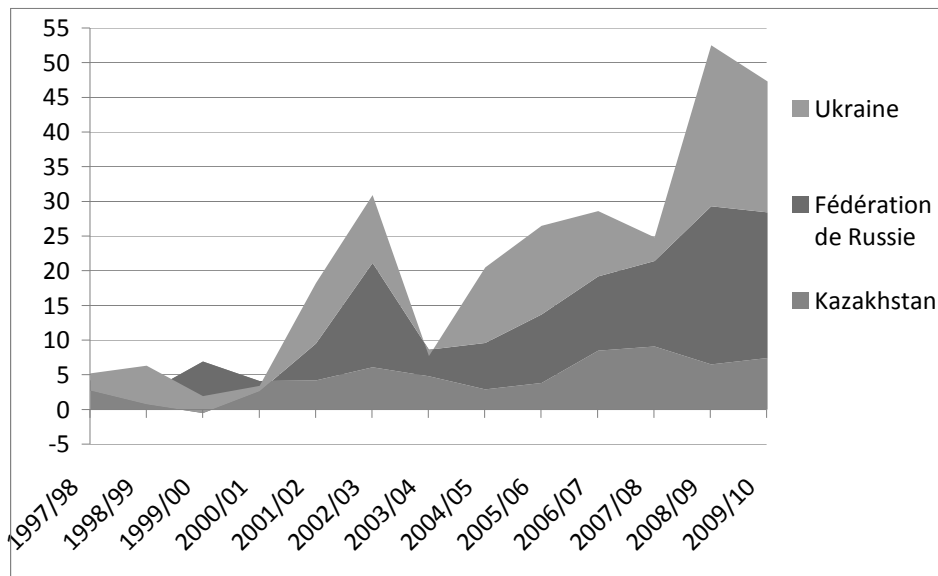
13. Le Kazakhstan, la Fédération de Russie et l'Ukraine ont contribué aux disponibilités alimentaires mondiales car leur production et leurs exportations ont augmenté au cours des 10 dernières années (Figure 6). Cela a eu un effet net sur le reste du monde, dans la mesure où la hausse des exportations a largement dépassé celle des importations dans ces trois pays: elles ont atteint plus de 52 millions de tonnes pour la campagne agricole 2008-2009. Notons que, pour ce qui est des céréales, les importations nettes du Kazakhstan, de la Fédération de Russie et de l'Ukraine représentaient environ 7 pour cent des importations mondiales entre 1987 et 1990, tandis que leurs exportations nettes étaient bien supérieures à 12 pour cent des exportations mondiales entre 2005 et 2008. Le commerce des produits agricoles, en particulier des céréales, est conditionné par la possibilité ou l'impossibilité d'accéder au crédit commercial. La crise financière exacerbe le manque de liquidités destinées à financer le commerce. Par ailleurs, l'étranglement du crédit et le ralentissement économique ont rendu les banques réfractaires au risque financier (Centre international pour le commerce et le développement durable, 2008). Par conséquent, les pays qui dépendent des financements issus du crédit commercial ne sont pas nécessairement en mesure d'importer des céréales même si celles-ci sont disponibles sur les marchés.

14. Si l'économie mondiale amorce une reprise lente, inégale et incertaine, qu'en est-il des marchés des produits agricoles? Ceux-ci sont traditionnellement volatils en raison des variations climatiques et de l'inélasticité de l'offre et de la demande à court terme. Le progrès technologique rapide auquel on assiste depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, associé à l'inélasticité de la demande de produits alimentaires, a entraîné une baisse des cours réels de ces denrées pendant plusieurs décennies. Cette diminution sur le long terme a été interrompue périodiquement par des pics, principalement dus à la réduction des récoltes imputable aux mauvaises conditions climatiques. Cependant, depuis début 2006, les cours des matières premières et des produits alimentaires ont connu leur plus forte hausse à l'échelle mondiale depuis le début des années 1970. Ce phénomène s'explique non seulement par les mauvaises conditions climatiques mais aussi par la survenue de maladies (FAO, 2009c).

15. En règle générale, les prix élevés des produits stimulent la production tandis que les prix élevés des intrants la ralentissent. Ces deux effets ont été observés ces dernières années. Lorsque

les cours des céréales ont augmenté en 2006-2007 et ont poursuivi leur hausse par la suite, la réaction de la production a été significative dans le monde entier, y compris dans la région. Quand les prix des intrants, comme les engrais, sont montés en flèche en 2008 et que les conditions climatiques étaient moins favorables, l'augmentation de la production mondiale de céréales s'est ralentie en 2009. Les cours plus élevés des céréales ont accru le coût de production de la viande et des produits laitiers et ralenti l'augmentation de leur production.

Figure 6. Exportations nettes de céréales du Kazakhstan, de la Fédération de Russie et de l'Ukraine (en millions de tonnes)



Source: FAO, 2010.

16. Une question importante demeure: la flambée des prix de 2008 se répètera-t-elle? Cela conduira-t-il finalement à une baisse à long terme des cours réels, comme c'était le cas auparavant, ou les cours réels demeureront-ils entre ces deux extrêmes à plus long terme? Des éléments indiquent qu'une transition rapide s'est opérée: à des décennies de baisse des cours réels des céréales et des produits alimentaires a succédé un nouvel environnement de marché dans lequel les cours des denrées de base et des produits alimentaires sont plus élevés, plus volatils et plus étroitement liés aux cours du pétrole. Le comportement des marchés découle aujourd'hui en grande partie de l'interdépendance croissante entre l'énergie et les marchés agricoles, et cela pourrait se poursuivre. En revanche, la perspective d'un retour aux tendances des décennies précédentes est moins probable.

IV. INVESTISSEMENTS DANS L'AGRICULTURE²

17. Il est clair que la crise financière a affecté négativement les apports de capitaux par le biais de l'investissement étranger direct (IED). Ces dernières années, l'IED dans le secteur de l'agriculture et de la transformation des produits alimentaires a augmenté de manière substantielle dans la région. En 2003, l'IED dans l'industrie agroalimentaire dépassait légèrement les 6 milliards d'USD et, en 2007, il avait doublé.

18. Des industriels étrangers du secteur de la transformation ont énormément investi dans l'industrie alimentaire en Hongrie, en Pologne et en Slovaquie. Ils ont mis en place des mécanismes contractuels destinés à renforcer la qualité et la fiabilité des approvisionnements. Les

² Basé sur FAO, 2009g: Swinnen J.F.M. et Van Herck K., *Policy Response to Challenges in Agriculture and Rural Development in the Europe and Central Asia Region: Sharing Experience and Enhancing Cooperation in the Region*. Document technique de la vingt-septième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe.

relations entre les transformateurs et les fournisseurs ont été modifiées: en effet, les industriels de la transformation ont inclus dans les contrats des programmes d'aide aux exploitations, qui prévoyaient notamment la mise à disposition d'intrants physiques, le paiement rapide, l'expansion agricole et la formation.

19. Ces programmes d'aide ont des retombées horizontales et verticales importantes. En effet, les entreprises locales ont commencé à s'inspirer de ces innovations en matière de gestion: il s'agit là de retombées horizontales. Néanmoins, le développement de chaînes de production modernes suscite des préoccupations car de nombreux agriculteurs, en particulier les petits exploitants, pourraient avoir des difficultés à fournir des produits conformes aux standards de qualité et aux normes exigés, et se trouver ainsi évincés du marché.

20. Ils pourraient être exclus pour deux raisons. Premièrement, lorsque les petits fournisseurs sont nombreux, les coûts de transaction fixes connaissent une augmentation substantielle. Deuxièmement, les transformateurs et les détaillants exigent des produits de bonne qualité et il est compliqué pour les petits producteurs de réaliser les investissements qui s'imposent car ils ne disposent pas des ressources nécessaires ou ne parviennent pas à obtenir des fonds intérieurs sur les marchés financiers ruraux, qui sont imparfaits. L'exemple de la Pologne montre qu'une action ciblée peut s'avérer positive: lorsque les entreprises laitières ont proposé des programmes d'aide aux petits producteurs, beaucoup d'entre eux ont augmenté la taille de leur exploitation et acquis de nouveaux biens (aire de refroidissement, par exemple).

21. L'effet le plus important de la crise financière est une réduction des flux de capitaux due à la baisse des investissements dans les actifs financiers et de l'IED. Les investissements dans les économies émergentes sont considérés comme risqués et, lorsque les perspectives des marchés financiers sont mauvaises, les investisseurs se retirent des actifs à risque. En période de crise, les entreprises adoptent des stratégies d'investissement réfractaires au risque et limitent leurs investissements. Dans la plupart des pays de la région, les apports de l'IED devraient toutefois rester positifs, malgré une baisse en 2009 et 2010.

V. IMPACT DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR L'AGRICULTURE DANS LA RÉGION: PREMIÈRES ÉVALUATIONS ET CHANGEMENTS DE POLITIQUES³

22. Un autre phénomène participe aux évolutions et aux perspectives du secteur agricole: le changement climatique. Un rapport de la Banque mondiale (2009a) indique que de nombreux pays de la région en subissent déjà les effets, aggravés par des problèmes environnementaux passés qui accroissent la vulnérabilité aux conséquences du réchauffement de la planète. Celles-ci peuvent renforcer l'instabilité générée par les effets des marchés mondiaux ainsi que les contraintes en matière de terres et d'eau pour les décennies à venir. Les données disponibles montrent que les pays d'Europe et d'Asie centrale, à l'exception du nord de la Fédération de Russie, devront probablement supporter les conséquences d'un changement climatique profond et les effets à long terme associés à l'augmentation des quantités de gaz à effet de serre. Les impacts du changement climatique vont s'accroître, provoquant une forte variabilité climatique qui se renforcera progressivement dans les 20 à 100 prochaines années. Le défi en matière de politiques consiste à résoudre le problème du réchauffement de la planète et de la variabilité climatique par le biais de mesures qui permettront une croissance durable, en utilisant des biotechnologies ou des méthodes de culture nouvelles ou existantes.

³ Basé sur les activités du Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale en matière de changement climatique; voir le document élaboré pour la trente-sixième session de la Commission européenne d'agriculture (ECA: 36/10/2: *Cartographie des impacts du changement climatique sur l'agriculture et les zones rurales et mesures à prendre pour y faire face*).

23. Les États Membres européens de la FAO présentent des disparités en matière de climat, de ressources agricoles et de couvert forestier, mais diffèrent également par leur situation quant à la Convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUCC) et au Protocole de Kyoto.

24. Les différentes politiques qui peuvent être adoptées pour faire face au changement climatique et en atténuer les impacts nécessitent une approche globale et des technologies basées sur les connaissances. Les variétés cultivées dans chaque pays ainsi que les espèces adaptées aux conditions et aux agressions biotiques (organismes nuisibles) et abiotiques (sécheresse, gel, chaleur, salinité des sols) locales constituent une solution prometteuse. Les agriculteurs doivent élargir leur fonds génétique et utiliser de nouveaux cultivars et variétés, qui exigent des conditions de température différentes, présentent une meilleure efficacité en matière d'utilisation de l'eau et résistent davantage aux organismes nuisibles et aux maladies. Par ailleurs, ils devront avoir recours à des pratiques agronomiques durables – modification des dates d'ensemencement ou de plantation, utilisation de plantes de couverture ou de paillis vivant et gestion efficace de l'irrigation – afin de réduire la vulnérabilité des systèmes de production sur sol grâce à la gestion de la fertilité des terres, aux techniques de pseudo-labour et à l'amélioration du cycle du carbone organique dans les herbages et les aires cultivées. La FAO pourrait aider les agriculteurs par le biais de formations et de transferts de technologie en vue d'améliorer les pratiques et, ainsi, de préserver les écosystèmes agricoles. Cela nécessitera la constitution d'ensembles de données, la promotion des pratiques d'adaptation et d'atténuation ainsi que la mise en place d'un forum pour les avis d'ordre technique et politique ayant trait aux pratiques d'adaptation et d'atténuation.

25. Outre une évaluation approfondie des tendances actuelles et des prévisions concernant l'élevage, le récent rapport de la FAO intitulé *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2009. Le point sur l'élevage* analyse l'impact de ce secteur sur le climat et les stratégies d'atténuation qui y sont associées. L'élevage, comme toute autre activité économique, présente des conséquences pour l'environnement. Une action politique saine est donc indispensable pour atténuer son impact sur les écosystèmes afin de veiller à ce que ce secteur participe durablement à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté. L'élevage contribue au changement climatique car il entraîne des émissions de CO₂, directes (dues à la fermentation entérique, par exemple) ou indirectes (imputables aux activités de production d'aliments pour animaux ou à la déforestation au profit de nouveaux pâturages, entre autres). Ses émissions combinées en équivalent CO₂ sont estimées à environ 18 pour cent des émissions de gaz à effet de serre anthropogéniques. L'eau employée dans l'élevage représente plus de 8 pour cent de l'eau utilisée dans le monde et sert principalement à l'irrigation des cultures fourragères, mais aussi à la transformation de la viande et du lait⁴.

26. La gestion durable des forêts peut contribuer à la fixation du gaz carbonique et à la conservation de la biodiversité. Les impacts du changement climatique déplaceront probablement vers le nord la zone d'implantation des espèces d'arbres endémiques. La stabilité du couvert forestier actuel et la fragile ceinture que constituent les steppes forestières d'Europe de l'Est et d'Asie centrale peuvent être menacées. La part des espèces d'arbres concurrentielles, résistantes à la sécheresse et à croissance rapide pourrait augmenter. Par ailleurs, les incendies de forêts pourraient devenir plus étendus et plus fréquents, et les agents pathogènes et les insectes dévastateurs pourraient se multiplier, en particulier autour de la Méditerranée et en Europe centrale. Des recherches portant sur la dynamique des écosystèmes forestiers doivent être menées afin d'élaborer des scénarios relatifs aux mesures d'adaptation et d'atténuation pour les pratiques de gestion des forêts, tout spécialement pour la sylviculture. La désertification devrait s'aggraver, surtout dans les forêts et zones boisées d'Asie centrale.

⁴ FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2009. Le point sur l'élevage*

VI. EFFETS DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET CRISES MACROÉCONOMIQUES

A. DIMINUTION DE LA QUANTITÉ ET/OU DE LA QUALITÉ DES ACHATS ALIMENTAIRES

27. Cet aspect de la sécurité alimentaire concerne l'accès économique à des aliments de qualité suffisante et en quantité suffisante. Une élévation des prix des produits alimentaires, une diminution des revenus ou des perturbations du marché peuvent restreindre l'accès aux denrées alimentaires: celles-ci peuvent être disponibles mais néanmoins inaccessibles du point de vue économique. La hausse des prix s'est atténuée, au moins pour le moment, et la plupart des cours internationaux des produits de base, à l'exception du sucre, sont bien inférieurs aux niveaux de 2008. Cela desserre quelque peu l'étau créé par la flambée des cours des produits alimentaires, mais il convient de rappeler que la majorité de ces cours sont toujours supérieurs de 50 pour cent, voire plus, à la moyenne de la période 2000-2004. En outre, les prix des produits alimentaires dans certains pays ont peut-être connu une baisse moindre, en raison des imperfections du marché local. L'analyse de la FAO révèle que les prix du pain demeurent plus élevés qu'avant la crise alimentaire et, dans certains cas, dépassent même de 30 à 50 pour cent ceux de 2006.

28. Les gouvernements de la région sont intervenus au niveau de la chaîne de production des denrées de base afin de réduire les prix au détail et, ainsi, de protéger les consommateurs les plus pauvres. Une étude de la FAO portant sur 77 pays a déterminé que 67 pour cent des États de la région Europe et Asie centrale avaient pris des mesures destinées à limiter la transmission des prix aux consommateurs (FAO, 2009g). Par exemple, l'État ukrainien a plafonné les marges commerciales pour la farine et établi un prix au détail maximum pour le pain. Le gouvernement russe a mis en place des contrôles sur les prix des produits de base, comme le pain, le lait, l'huile de tournesol et les œufs (Organisation de coopération et de développement économiques/OCDE, 2009). Le Kirghizistan, quant à lui, a fixé des prix plus faibles pour le pain et d'autres produits de première nécessité à destination des personnes pauvres.

B. RÉDUCTION DU NOMBRE D'EMPLOIS OU DES SALAIRES ET REVENUS

29. Au cours des crises, le chômage a augmenté. En outre, la hausse significative du nombre de chômeurs dans la Fédération de Russie a eu des répercussions considérables sur le marché du travail dans d'autres pays par le biais des transferts de fonds. En effet, plusieurs pays de la région sont dépendants de ces transferts, qui dépassent 4 pour cent de leur PIB⁵. On estime que les transferts de fonds vers l'Europe et l'Asie centrale ont baissé de 14,7 pour cent en 2009, un chiffre supérieur à ceux enregistrés dans d'autres régions (Banque mondiale, 2009c). Cela a constitué un nouveau choc important pour la santé économique de ces États, encore plus dévastateur que les impacts directs du ralentissement économique. Le pouvoir d'achat s'est nettement réduit et la pauvreté s'est accrue en raison du chômage et de la baisse des transferts de fonds.

C. PERTURBATIONS DES MARCHÉS OU MESURES POLITIQUES QUI AFFECTENT LES DISPONIBILITÉS

30. Lors de la flambée des prix des produits alimentaires, un certain nombre de pays exportateurs de céréales ont réduit ou taxé les exportations afin de protéger la consommation intérieure. Ces mesures ont limité l'accès aux produits dans certains pays importateurs de la région. En réaction à la hausse des cours internationaux, plusieurs États ont interdit, taxé ou limité les exportations de céréales et d'oléagineux, tandis que les pays importateurs ont réduit leurs

⁵ Les pays dépendants des transferts de fonds dans la région sont l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, la Géorgie, le Kirghizistan, la République de Moldova, la Roumanie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

droits de douane à l'importation, fourni des aides financières aux consommateurs et accru les importations par mesure de précaution. Une étude de la FAO portant sur 77 pays a déterminé que 33 pour cent des pays de la région Europe et Asie centrale qui ont été examinés imposaient des restrictions à l'exportation sous diverses formes (FAO, 2009c).

D. RÉDUCTION DE LA PRODUCTION VIVRIÈRE

31. Cet aspect de la sécurité alimentaire concerne la disponibilité. Que les produits alimentaires proviennent du pays lui-même ou soient importés, leur disponibilité dépend de l'évolution de l'offre. Comme le montrent les études de la FAO portant sur la filière en Arménie, en Hongrie, au Kirghizistan et en Ukraine (FAO, 2009d), les prix élevés des facteurs de production pour l'agriculture et l'élevage ont entraîné une réduction drastique de l'utilisation des intrants en raison des contraintes financières et de la généralisation des demandes de paiement d'avance de la part des fournisseurs d'intrants (FAO, 2009d). Ces mêmes études ont mis en évidence les contraintes liées au crédit tout au long de la filière (crédits bancaires, fournisseurs d'intrants et autres). Les perturbations au niveau des intrants et les contraintes financières ont inévitablement ralenti la croissance de la production.

E. RÉDUCTION DE LA QUANTITÉ D'AIDE ALIMENTAIRE

32. Cinq pays de la région (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kirghizistan et Tadjikistan) ont reçu des aides alimentaires importantes ces dernières années. Les prix élevés des produits alimentaires ont réduit la quantité d'aide alimentaire qui peut être achetée et acheminée pour un budget donné. La baisse des ressources financières des gouvernements ou des donateurs internationaux due au ralentissement et à la récession économiques à l'échelle mondiale a réduit les ressources disponibles pour des programmes d'aide alimentaire. L'instabilité macroéconomique peut affecter la disponibilité des financements destinés à l'aide alimentaire et la capacité des pays bénéficiaires à gérer sa distribution. Les contraintes à l'exportation imposées par les pays pendant la crise des prix des produits alimentaires, qui ont freiné le commerce lors de la flambée des prix en 2008, ont également bouleversé la logistique du Programme alimentaire mondial (PAM) en matière d'achat de denrées alimentaires.

VII. PRIORITÉS EN MATIÈRE DE POLITIQUES: POUR EXAMEN

33. Il convient de faire deux remarques générales quant à l'examen des priorités en matière de politiques. Le défi principal consiste à élaborer des stratégies et principes durables sur le long terme et à tirer parti des possibilités qui peuvent émerger. La présente section traite de réformes économiques spécifiques, celles qui sont liées aux politiques nationales et celles qui sont du ressort des agences internationales ou prévues par des accords commerciaux, ainsi que de l'aide alimentaire et au développement. Accorder la priorité à des politiques qui contribuent aux objectifs de développement à long terme doit constituer un principe directeur.

34. Par ailleurs, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques doivent prendre en compte les rôles, relations et disparités liées au sexe dans les différentes sociétés, ce qui implique essentiellement d'intégrer cette dimension à l'ensemble des politiques et programmes, comme l'a adopté la FAO⁶. En matière d'emploi rural, elle est cruciale pour comprendre l'impact des crises

⁶ Bien qu'un certain nombre d'études soient disponibles sur les questions liées au genre et les choix politiques en réponse à la crise économique et financière en Europe centrale et orientale et dans la Communauté des États indépendants (CEI), les recherches et analyses concernant la situation des femmes vivant en zone rurale sont moins nombreuses, bien que celles-ci constituent la majorité des populations pauvres; voir ECA: 36/10/6: *Prise en compte systématique de la parité hommes-femmes dans le développement rural grâce aux activités du Groupe de travail de la Commission européenne d'agriculture sur les femmes et la famille* pour obtenir des informations sur les données disponibles et les propositions d'activités pour 2010-2011, notamment sur les travaux réalisés ou prévus ayant trait aux impacts des crises sur les migrations.

et élaborer des mesures destinées à y faire face⁷. De nombreux éléments démontrent que, lorsque les prix des produits alimentaires augmentent, les ménages dirigés par des femmes subissent davantage de perte de bien-être que ceux dirigés par des hommes, car une large part de leurs revenus est consacrée à l'alimentation et, plus important encore, ils ont moins accès aux intrants, notamment aux terres. Pour être efficaces, les recherches, formations et projets doivent prendre en considération les rôles, besoins et capacités distincts des femmes et des hommes. Les filets de sécurité proposés doivent tenir compte de la forte proportion de femmes dans les groupes de population exclus et souffrant de l'insécurité alimentaire, ainsi que du fait qu'elles sont généralement les premières à perdre leur emploi. Les priorités en matière de politiques évoquées dans la présente section sont issues de la série de documents récents de la FAO sur le sujet.

A. UTILISATION JUDICIEUSE DE RESSOURCES BUDGÉTAIRES LIMITÉES

35. La crise financière devrait faire pression sur les budgets alloués à l'agriculture au niveau national, en raison d'une baisse des revenus des États due à la réduction des recettes fiscales et à la hausse des prestations sociales. Par ailleurs, elle a accru les besoins d'investissements publics dans le secteur agricole. Dans certains pays, comme le Kazakhstan et la Fédération de Russie, les dépenses agricoles ont augmenté.

36. Le gouvernement russe a fourni 25 milliards de roubles (RUB) à la Rosselkhozbank, la banque agricole russe, à un taux d'intérêt préférentiel, et 4 milliards de RUB à Rosagroleasing, une entreprise d'État spécialisée dans le crédit-bail de matériel agricole. De plus, certaines banques qui ont bénéficié d'un soutien financier sont tenues d'accorder des prêts subventionnés à 100 pour cent pour les projets agricoles. Par ailleurs, le gouvernement russe a fixé son budget agricole à 60 milliards de RUB pour 2008 et à 21 milliards de RUB pour 2009-2010 (Serova, 2008). L'État kazakh a injecté l'équivalent de 1 milliard d'USD dans le secteur agricole pour faire face à la crise, et le budget alloué à l'agriculture est actuellement six fois plus important qu'il y a deux ans.

37. En Ukraine, où les contraintes financières sont plus marquées, le gouvernement a réduit le budget officiel du secteur agricole à 6,37 milliards de grivnas (UAH) en 2009, ce qui correspond à une baisse de 42 pour cent par rapport à 2008. Cependant, en mai 2009, il a investi 22 milliards d'UAH supplémentaires dans le secteur, principalement sous forme de soutien direct du revenu. Néanmoins, la question clé n'est pas le montant des dépenses mais la prudence et la rentabilité, qui mettent l'accent sur les problèmes d'efficacité dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de mesures.

B. PRIORITÉS EN MATIÈRE DE POLITIQUES À COURT, LONG ET MOYEN TERME

38. Les gouvernements doivent éviter les politiques à court terme qui compromettent les objectifs de développement à long terme. En effet, les politiques à court terme destinées à faire face aux crises doivent renforcer et non contrarier les stratégies de développement à long terme. Trop souvent, les mesures prises à la suite d'une crise ne tiennent pas compte de tous les impacts directs et indirects, des effets à long terme et des éventuelles conséquences imprévues. Par exemple, les politiques à court terme qui génèrent de mauvais signaux d'incitation, entraînent des déséquilibres ou perturbent les réformes peuvent gaspiller des ressources limitées et, parfois, avoir un effet durable.

⁷ Voir le rapport de l'atelier technique FAO/FIDA/OIT sur le thème "Lacunes, tendances, état de la recherche en matière de genre et d'emploi agricole et rural: quels sont les moyens pour sortir de la pauvreté. Rome, 31 mars-2 avril 2009 (<http://www.fao-ilo.org/fao-ilo-gender/fr>).

C. AIDE ALIMENTAIRE ET ALERTE

39. Les gouvernements et agences internationales doivent accroître l'aide alimentaire, lorsque cela est inévitable, créer des filets de sécurité dans le domaine social, renforcer les capacités d'alerte et de réponse rapide, et associer des dispositifs de protection relatifs à la sécurité alimentaire à des mesures destinées à améliorer l'accès à la nourriture par le biais des réseaux de commercialisation classiques, afin de veiller à ce que les faibles ressources allouées à l'aide alimentaire soient utilisées efficacement. Les systèmes d'alerte rapide, notamment ceux financés par la FAO, doivent être développés au niveau des exploitations et des ministères de l'Agriculture afin de combiner l'information commerciale, les méthodes statistiques et les missions d'évaluation, en vue d'alerter les autorités et les agences internationales sur la nécessité de prendre, de toute urgence, des mesures relatives à l'aide alimentaire.

D. PROGRAMMES DE PRODUCTION ALIMENTAIRE ASSORTIS DE MESURES AXÉES SUR LES INTRANTS, LE CRÉDIT, LA VULGARISATION ET L'ÉDUCATION

40. La relance de la production alimentaire, associée à l'aide alimentaire, constitue une approche à deux volets destinée à réduire la faim et une réponse valable à la double crise. Elle rend les produits alimentaires accessibles aux personnes les plus vulnérables, tout en permettant aux producteurs, en particulier aux petits exploitants, d'accroître leur production et leurs revenus. Il est nécessaire d'élaborer des programmes visant à accélérer l'adaptation et la diffusion au niveau local des technologies existantes. La plupart des pays de la région ont un potentiel considérable d'augmentation des rendements, qui n'est pas encore exploité.

E. POURSUITE DES RÉFORMES

41. Les gouvernements doivent poursuivre et accélérer les réformes afin d'accroître le transfert de propriété et de renforcer les pleins droits de propriété relatifs aux terres et à d'autres biens de production agricole et ruraux, et d'améliorer l'environnement commercial des exploitations, en particulier des petites et moyennes entreprises (PME).

42. Les ressources des États étant étirées au maximum et les crédits bancaires étant soumis à des contraintes, les agriculteurs doivent mobiliser toutes les ressources possibles. Le régime de la propriété restreinte constitue un handicap pour tous les agriculteurs qui souhaitent maximiser les revenus qu'ils tirent des biens existants ou acquérir de nouveaux biens. De nombreux pays doivent achever leur processus de réforme afin que les marchés des produits et des terres puissent fonctionner efficacement. En temps de crise, la tendance est peut-être au ralentissement des réformes, mais la poursuite de ce processus peut contribuer à attirer les investissements au moment de la reprise.

43. Dans un certain nombre de pays où les réformes sont lentes, le secteur agricole continue à subir de lourdes pertes en raison des politiques de prix et des restrictions du commerce en vigueur actuellement. Ces mesures empêchent les agriculteurs locaux d'être compétitifs sur les marchés mondiaux et pourraient renforcer les disparités en matière de pauvreté entre les zones urbaines et rurales.

44. Certains pays pourraient encore réaliser des progrès substantiels en ce qui concerne les droits fonciers. Parfois, la propriété foncière privée est toujours restreinte par la Constitution et les arrangements relatifs à la tenure à bail renforcent les incertitudes et les obstacles en matière d'investissement. Dans les pays où la privatisation des terres a déjà eu lieu, les réformes et la productivité peuvent encore progresser grâce à l'instauration de cadastres, qui facilitent l'émergence des marchés fonciers (FAO, 2009a).

F. ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE: CYCLE DE NÉGOCIATIONS DE DOHA

45. Le cycle de négociations de Doha lancé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) doit être achevé afin de restaurer la confiance dans le système commercial international par le biais de règles et d'accords multilatéraux et plurilatéraux s'inscrivant dans des politiques commerciales ouvertes et responsables. Les restrictions du commerce mises en place par de nombreux pays en réaction à la flambée des prix des produits alimentaires et le protectionnisme accru que l'on observe depuis la crise financière ont suscité la méfiance à l'égard du système commercial mondial et ont fait augmenter le coût des opérations commerciales sur les marchés internationaux. Un accord conclu à l'issue du cycle de Doha serait une étape importante pour restaurer la confiance dans le système commercial et réduire les distorsions qui restreignent le commerce et génèrent des incertitudes pour les agriculteurs et les négociants. Bien qu'il soit tentant pour les pays de limiter l'exposition de leurs consommateurs et producteurs à la volatilité des marchés mondiaux, l'une des manières de protéger la sécurité alimentaire sur un marché mondialisé consiste à encourager l'expansion du commerce et à lever un certain nombre de restrictions du commerce. Néanmoins, il faut accorder à la sécurité alimentaire la place qui lui revient dans les négociations.

G. PRIORITÉS À LONG TERME

Stimuler la croissance économique

46. Par le passé, la meilleure stratégie pour réduire la pauvreté, améliorer la sécurité alimentaire et accroître la productivité agricole était la hausse de la croissance économique. Selon l'étude de la FAO portant sur l'augmentation de la faim et de la sous-alimentation, la crise économique a davantage contribué à ce phénomène que la crise des prix des produits alimentaires. De plus, le déclin économique est plus long que la flambée des cours de ces denrées dans la plupart des pays. Le secteur agricole bénéficie de la croissance de l'économie non agricole car cela réduit la main-d'œuvre et le chômage dans le secteur, accroissant ainsi la productivité du travail. La restauration de la croissance économique doit être hautement prioritaire car elle limite le chômage, accroît les revenus des ménages, fait augmenter les ressources budgétaires des États pour les programmes de protection sociale et favorise le développement économique.

Renforcer les investissements (publics et privés) et la recherche et développement (R&D) dans le secteur agricole

47. Le Rapport sur le développement dans le monde 2008 de la Banque mondiale indique que les pays en développement ont « été négligés et n'ont pas bénéficié d'investissements suffisants ces 20 dernières années. Alors que 75 % de la population pauvre mondiale vit dans les espaces ruraux, seulement 4 % de l'aide publique au développement va à l'agriculture dans les pays en développement. ». Les gouvernements, comme les agences internationales et les programmes reposant sur la participation de donateurs, doivent accorder la priorité aux investissements dans l'agriculture. Le rôle du gouvernement concerne la recherche et développement, les investissements dans les infrastructures et l'amélioration de l'environnement commercial en vue d'encourager les investissements du secteur privé. Il est important de créer un environnement institutionnel et réglementaire favorable aux investisseurs étrangers car il a été démontré que l'IED étaient un élément clé de l'amélioration de la productivité et de la compétitivité dans les secteurs agricole et alimentaire des économies en transition.

48. Certains États ont diminué l'impôt sur les sociétés mais les effets de cette mesure pourraient être limités. En effet, celle-ci devrait stimuler les investissements intérieurs et étrangers, mais l'impact du ralentissement économique et l'incertitude quant aux perspectives pourraient se révéler plus déterminants en matière de décisions d'investissement. Des études indiquent que l'instabilité du contexte politique et économique, les ambiguïtés du système juridique et la corruption sont les principaux facteurs de contrainte de l'IED dans la région.

49. Les investissements dans des biens publics, comme les systèmes d'irrigation et les routes, contribuent davantage à la croissance agricole que d'autres dépenses publiques (par exemple, les subventions aux agriculteurs). Les investissements dans les infrastructures rurales ont deux effets importants. Premièrement, ils relient les agriculteurs aux marchés en réduisant les coûts de transport et intègrent les petits producteurs à des chaînes de production modernes. Par ailleurs, ils réduisent les contraintes empêchant les agriculteurs de fournir des produits correspondant à la qualité exigée par les filières actuelles. Deuxièmement, les investissements dans les infrastructures rurales améliorent l'accès de la main-d'œuvre rurale aux zones urbaines et attirent davantage d'employeurs non agricoles, y compris des investisseurs étrangers. Les programmes d'emploi du secteur public peuvent également être un outil efficace pour intégrer les femmes au marché du travail mais ils nécessitent, en règle générale, des aides pour résoudre les problèmes liés à l'insuffisance ou à l'obsolescence des compétences et de la formation professionnelle, et offrir aux femmes entrepreneurs un accès égal aux intrants et aux ressources, notamment au crédit, aux terres et à l'information.

Améliorer le fonctionnement des marchés afin de faciliter la transmission des prix et l'intégration aux marchés

50. Les agriculteurs, les consommateurs et l'économie nationale tirent profit des améliorations de l'efficacité des marchés, des infrastructures de transports et des systèmes d'information sur les marchés, ainsi que de la concurrence, l'efficacité et la transparence accrue de la filière. Le rôle de l'État consiste à créer cet environnement favorisant.

51. Les gouvernements doivent encourager le développement de chaînes de production modernes en stimulant les investissements étrangers mais aussi par le biais de politiques qui facilitent l'intégration des agriculteurs. Le pouvoir de négociation des petits producteurs est renforcé grâce aux associations d'agriculteurs, qui permettent également de réduire les coûts de transaction.

52. Les États doivent établir des normes de qualité et de sécurité pour ces filières. Investir dans la certification et les normes publiques permet d'améliorer le pouvoir de négociation des agriculteurs et garantit qu'ils reçoivent un prix correct en échange de produits de qualité. Les gouvernements doivent également faciliter l'accès des agriculteurs au crédit rural afin que ceux-ci puissent réaliser les investissements nécessaires.

Outils de gestion des risques à destination des agriculteurs

53. Les risques associés à la variabilité des rendements et des cours peuvent être atténués grâce à des outils efficaces de gestion des risques comme des assurances relatives aux rendements, aux cours et/ou aux revenus, des systèmes d'information sur le marché et une facilitation des contacts. Les gouvernements doivent aider le secteur privé à proposer ces outils et avoir recours à des mesures d'incitation prudentes pour encourager leur utilisation. Lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des outils de gestion des risques, il est important de prendre en compte les rôles des femmes et des hommes en matière de prise de décision dans les ménages agricoles.

Améliorer le développement rural et les investissements dans les infrastructures rurales

54. Les économies rurales et agricoles sont interconnectées de nombreuses façons, sans toutefois être identiques, et les politiques rurales doivent prendre cet élément en considération. Le développement rural nécessite des mesures ciblées, notamment des infrastructures sociales comme des écoles et des garderies, des hôpitaux et des dispensaires, des centres collectifs dotés de bibliothèques, de connexions à Internet et de matériel d'apprentissage destiné aux adultes. Ces mesures d'aide sont territoriales et non sectorielles, et elles améliorent l'environnement commercial rural ainsi que la capacité des habitants des campagnes à renforcer leur capital humain, ainsi qu'à accroître leurs débouchés économiques et leur qualité de vie.

Investir dans la protection sociale et les filets de sécurité

55. La notion de « filets de sécurité » englobe notamment les programmes de distribution alimentaire ciblés visant à protéger les populations vulnérables ainsi que les mécanismes de transfert en espèces, programmes d'alimentation et plans pour l'emploi spécifiques. La protection sociale a vocation à amortir les impacts principaux des chocs de marché et des chocs financiers afin de limiter leurs conséquences à long terme. Par exemple, lorsque le chômage augmente, les revenus baissent et les prix ou les pénuries des produits alimentaires menacent les ménages, qui risquent de se séparer de biens de valeur, d'interrompre l'éducation de leurs enfants ou de souffrir de malnutrition. Les filets de sécurité sont des mesures temporaires et ciblées qui ont pour objectif d'atténuer les conséquences les plus graves d'une crise financière ou alimentaire.

H. CONCLUSIONS

56. Les politiques destinées à résoudre les problèmes liés à cet environnement économique risqué ne sont pas des formules simples ni des solutions rapides car les conditions économiques défavorables et les conséquences en matière de pauvreté et d'insécurité alimentaire dans certaines parties de la région pourraient persister un certain temps. Le présent document a mis en évidence la diversité des conditions existant en Europe centrale et orientale ainsi qu'en Asie centrale, et examiné les approches de la sécurité alimentaire et les principes des politiques relatives à la sécurité alimentaire qui pourraient s'avérer durables sur le long terme.

57. Les discussions concernant les priorités suggérées pour les pays d'Europe centrale et orientale ainsi que d'Asie centrale font référence à un large éventail de pays, qu'il s'agisse des États à revenu élevé ou faible intégrés à l'Union européenne ou de ceux qui se situent aux premiers stades de la réforme et de la restructuration des marchés. Certains pays ont nettement mieux réussi que d'autres et l'on peut en tirer de nombreux enseignements, notamment grâce à l'échange d'expériences et au partage des succès et des échecs entre les pays qui ont progressé sur des chemins différents au cours des 20 dernières années. Au début de la période de transition (1993-2002), des expériences et compétences ont été activement échangées dans le cadre de l'OCDE. Cela pourrait servir de modèle au dialogue en matière de politiques dans la région et un forum de ce type pourrait être accueilli par la FAO.

58. Les impacts prévus du changement climatique et les mesures d'adaptation nécessaires pourraient être comparables dans des conditions climatiques, écologiques et socioculturelles similaires. Il n'existe actuellement aucune plateforme de travail régionale destinée au partage des informations, et la coopération régionale est insuffisante pour surmonter le manque de financements et de structures de recherche. Une plateforme doit être créée afin que les représentants des pays puissent échanger des informations au sujet des impacts du changement climatique sur l'agriculture, analyser la situation actuelle de la recherche et des cadres politiques concernant les questions liées au changement climatique dans les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, en mettant l'accent sur l'identification d'une éventuelle assistance technique.

VIII. RÉFÉRENCES

FAO. 2006. *L'ombre portée de l'élevage. Impacts environnementaux et options pour leur atténuation*, rapport pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome (Italie).

FAO. 2009a. Mizik T. *The Diversity of the Agriculture in the Selected Former Soviet and Western Balkan Countries*, rapport pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture par l'Université Corvinus, Budapest, 2009.

FAO. 2009b. Csaki C., Jambor A. *The Diversity of Effects of EU Membership on Agriculture in New Member States*, rapport pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture par l'Université Corvinus, Budapest.

FAO. 2009c. Meyers W.H., Kurbanova G. 2009. *Impacts of the Global Economic and Financial Crisis on Food Security in Eastern Europe and Central Asia*, document de référence pour la Conférence ministérielle des Nations Unies sur l'impact social de la crise économique en Europe de l'Est, en Turquie et en Asie centrale, Almaty (Kazakhstan), 7-8 décembre 2009.

FAO. 2009d. Swinnen J.F.M., Van Herck K. *The Impact Of the Global Economic And Financial Crisis on Food Security and the Agricultural Sector of Eastern Europe and Central Asia*, document de référence pour la Conférence ministérielle des Nations Unies sur l'impact social de la crise économique en Europe de l'Est, en Turquie et en Asie centrale, Almaty (Kazakhstan), 7-8 décembre 2009.

FAO. 2009e. *The State of Agricultural Commodity Markets: High food prices and the food crisis – Experiences and lessons learned*, Rome (Italie).

FAO. 2009f. Research Institute for Agricultural Economics (AKI), Budapest, *An Assessment of the Impacts of the Global Financial and Economic Crisis on the Agrofood Sector of Central and Eastern European and Central Asian Countries, based on Studies for Armenia, Hungary, Kyrgyzstan and Ukraine.*

FAO. 2009g. Swinnen J.F.M., Van Herck K. *Policy Response to Challenges in Agriculture and Rural Development in the Europe and Central Asia Region: Sharing Experience and Enhancing Cooperation in the Region*, document technique pour la vingt-septième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe.

FAO. 2009h. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Crises économiques: répercussions et enseignements*, Rome (Italie).

Hoelscher P., Alexander G., Scholz W. 2009. *Preventing and reducing poverty in times of crisis- the role of non-contributory cash transfers*, document de référence pour la Conférence ministérielle des Nations Unies sur l'impact social de la crise économique en Europe de l'Est, en Turquie et en Asie centrale, Almaty (Kazakhstan), 7-8 décembre 2009.

Centre international pour le commerce et le développement durable. 2008. *Financial Crisis Threatens Global Trade Flows, WTO Says.* Bridges Weekly Trade News Digest, Vol. 12, No. 39, 19 novembre 2008.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). 2009. *Politiques agricoles des économies émergentes. Suivi et évaluation 2009*, OCDE, Paris.

Serova E. 2008. *Impact of the global financial crisis on Russian and Kazakh agriculture*, présentation lors de la Consultation régionale FAO/PNUD sur l'Europe et l'Asie centrale, 4-5 décembre 2008, Budapest.

Banque mondiale. 2009a. *Adapting to Climate Change in Europe and Central Asia*, Banque mondiale, Washington D.C., 116 pp.

Banque mondiale. 2009b. *Turmoil at Twenty: Recession, Recovery and Reform in Central and Eastern Europe and the Former Soviet Union*, Banque mondiale, Washington D.C.

Banque mondiale. 2009c. *Migration and Remittance Trends 2009*, Migration and Development Brief 11, Groupe d'étude des perspectives de développement, Banque mondiale, 9 novembre.

Zhang Y., Thelen N., Rao A. 2009. *Social Protection in Fiscal Stimulus Packages: Some Evidence*, document de travail du Bureau des études sur le développement du PNUD, Bureau des études sur le développement, PNUD, New York, septembre.